

Questions orales

qui frappe l'agriculture, le Canada continue d'être au deuxième rang parmi les pays du monde où l'on consacre la plus faible proportion du revenu disponible à l'alimentation.

Je crois qu'il est temps que les Canadiens songent à reconnaître nos producteurs d'aliments et à leur donner un soutien à long terme en payant une taxe à leur intention sur les 40 milliards de dollars et plus que nous consacrons chaque année à l'alimentation. Par exemple, cette taxe, dont le taux pourrait être rajusté annuellement, viserait à assurer un revenu agricole minimum égal au taux moyen quinquennal d'avant 1990.

Si nous voulons que le soutien que nous demandons pour les fermes familiales ne soit pas simplement des mots vides, nous devons être disposés, en tant que Canadiens, à payer une petite prime sur nos aliments afin d'assurer la survie de l'agriculture qui a toujours eu tant d'importance dans l'économie nationale.

* * *

[Français]

LA CIRCONSCRIPTION DE BEAUSÉJOUR

L'hon. Jean Chrétien (Beauséjour): Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui pour, une fois de plus, porter à l'attention de la Chambre une situation injuste qui existe dans la circonscription de Beauséjour. Dans la plus grande partie de la province du Nouveau-Brunswick, les travailleurs et les travailleuses ont besoin de 10 semaines de travail pour être admissibles aux programmes d'assurance-chômage. Pour les gens de Westmorland, on exige 16 semaines de travail, ce qui, pour certaines personnes, est impossible à trouver.

[Traduction]

Une grosse proportion des travailleurs de Westmoreland ne pourront pas trouver les 16 semaines de travail requises. Je demande donc au ministre de l'Emploi et de l'Immigration de prendre les mesures nécessaires pour que les habitants des régions rurales de Westmoreland soient traités exactement de la même façon que ceux des régions rurales de Kent qui sont dans une situation similaire mais qui bénéficient d'un traitement différent.

Je veux que tout le monde soit traité de la même façon et c'est pour ça que je demande au ministre de se montrer équitable envers les pêcheurs et tous les autres travailleurs de la circonscription de Beauséjour.

* * *

LES DÉPUTÉS

M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka): Monsieur le Président, aujourd'hui est le dix-neuvième anniversaire de la promotion de 1972, ces députés qui ont été élus

pour la première fois le 30 octobre 1972 et ont été réélus à chaque élection ultérieure. À mon avis, ces députés méritent d'être félicités parce qu'ils sont de la race rare des survivants politiques.

Le 30 octobre 1972, 59 députés conservateurs, 23 libéraux, 11 néo-démocrates et 3 créditistes ont été élus pour la première fois. Monsieur le Président, je suis fier de dire que vous et moi étions du nombre. Cependant, de ces 96, il n'y a que onze conservateurs et deux libéraux qui ont réussi à se faire réélire à chaque élection depuis 1972.

Les deux libéraux sont Jean-Robert Gauthier et l'honorable Bill Rompkey. Les conservateurs sont vous, monsieur le Président, l'honorable Harvie Andre, l'honorable Perrin Beatty, le très honorable Joe Clark, l'honorable Paul Dick, l'honorable Jake Epp, l'honorable Otto Jelinek, Bill Kempling, Gus Mitges, l'honorable Frank Oberle et moi-même.

Puisqu'à notre époque, le cynisme fait des ravages et que la vie politique n'a jamais souffert d'un si grand discrédit, il faut nous féliciter de notre capacité d'adaptation et de notre aptitude à aller contre le courant.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LES EAUX TERRITORIALES

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Aujourd'hui, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures a encore une fois cédé aux pressions des Américains. Elle leur a accordé, par décret, un droit de passage à leurs sous-marins à propulsion nucléaire dans les eaux territoriales canadiennes.

Monsieur le Président, le premier ministre peut-il nous dire pourquoi le gouvernement a encore cédé aux pressions des Américains au moment où la guerre froide est terminée?

Est-ce que le gouvernement a l'intention de rescinder ce décret qui est tout à fait ridicule?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la situation concernant la souveraineté des eaux territoriales canadiennes est claire. Nous avons consenti à la situation ayant trait aux sous-marins et nous continuons à consulter avec les Américains, mais il s'agit là d'une action de coopération.

[Traduction]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.